

PRÉFECTURE DU NORD

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Etablissements classés

3^{me} CLASSE

N° 3.8860.1/2

RÉCÉPISSÉ DE DÉCLARATION

Loi du 19 Décembre 1917 relative aux
établissements dangereux, insalubres ou incommodes

N.B. La délivrance de ce récépissé
ne dispense pas l'intéressé des
formalités imposées par les ré-
glements sur l'urbanisme et le
permis de construire.

A la date du 10 juillet 1967

M. le Président Directeur Général des Ets Paul

~~DEBONNETS~~ DESBONNETS, 26, rue Fouquet Lelong, à

BONDUES

a effectué conformément aux dispositions de la loi du 19 Décembre 1917,

la déclaration d'installation, 62, route Nationale, à

BONDUES, d'un réservoir enfoui, compartimenté, de

25 000 l de fuel oil domestique et de 5 000 l d'essen

Il a été déposé à l'appui de cette déclaration les documents dont
la production est prescrite par l'article 22 du décret du 1er Avril 1954.

Le déclarant devra se conformer strictement aux prescriptions géné-
rales ~~et annexes~~ ^{AM28W 52 2 R 9, 2552}. A défaut par lui d'ouvrir son établissement dans le
délai de trois ans, une nouvelle déclaration sera exigée.

Lille, le 25 juillet 1967

Pour le Préfet,

Le Chef de Bureau Délégué,

PJ

Reçu R. C. 1001/14

PRÉFECTURE DU NORD

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Etablissements classés

3^{me} CLASSE

N° 3.8630.1/2

RÉCÉPISSÉ DE DÉCLARATION

Loi du 19 Décembre 1917 relative aux
établissements dangereux, insalubres ou incommodes

N.B. La délivrance de ce récépissé
ne dispense pas l'intéressé des
formalités imposées par les ré-
glements sur l'urbanisme et le
permis de construire.

A la date du 10 juillet 1967

M. le Président Directeur Général des Etablissements
~~COMMUNAUTÉ~~ Paul DESBONNETS, 26, rue Fouchet Lelong
à BONDUES

a effectué conformément aux dispositions de la loi du 19 Décembre 1917,
la déclaration d'installation, 62, route Nationale, à
BONDUES, d'un atelier de travail des métaux, par pres-
sion, sans choc mécanique, situé en agglomération.

Il a été déposé à l'appui de cette déclaration les documents dont
la production est prescrite par l'article 22 du décret du 1er Avril 1954.

Le déclarant devra se conformer strictement aux prescriptions géné-
rales ²⁸⁷ ~~et~~ A défaut par lui d'ouvrir son établissement dans le
délai de trois ans, une nouvelle déclaration sera exigée.

Lille, le 25 juillet 1967

Pour le Préfet,

PL Le Chef de Bureau Délégué,
Agnes R. CARPENTIER

PREFECTURE DU NORD

REPUBLIQUE FRANCAISE

ETABLISSEMENTS CLASSES

3ème CLASSE

N° 3.11.211.JJ.JP

RECEPISSE DE DECLARATION

N.B. La délivrance de ce récépissé ne dispense pas l'intéressé des formalités imposées par les règlements sur l'urbanisme et le permis de construire.

Loi du 19 Décembre 1917 relative aux
établissements dangereux, insalubres ou incommodes

A la date du 25 Mars 1970

M. Le Directeur de la S.A. Paul DEBONNETS

NUMEROUS 62, Route Nationale à BONDUES

a effectué conformément aux dispositions de la loi du 19 Décembre 1917, la déclaration
d'installation, Chemin Rural n° 1, rue Fouquet Lalong Prolongée,
à BONDUES, d'un atelier de travail des métaux, par pression, sans
chose mécanique, situé en agglomération.

Il a été déposé à l'appui de cette déclaration les documents dont la production est prescrite par l'article 22 du décret du 1er Avril 1964.

Le déclarant devra se conformer strictement aux prescriptions générales ci-annexées. A défaut par lui d'ouvrir son établissement dans le délai de trois ans, une nouvelle déclaration sera exigée.

Le présent récépissé annule et remplace celui délivré le 25 Juillet 1967 sous le n° 3.6630 pour un atelier identique situé 62, Rue Nationale à BONDUES.

Lille, le 1er Avril 1970

Pour le Préfet,
Le Chef de Bureau Délégué,

N° de la NOMENCLATURE : 281 2°

Signé : J. LEGROS

La mise en fonctionnement, la cessation d'activité, la reprise par un autre exploitant doivent être signalées au Préfet dans les 30 jours, au moyen de l'imprimé joint au récépissé.

ETABLISSEMENTS CLASSES

3ème CLASSE

N° 3-14.977 MJD/TP

RECEPISSE DE DECLARATION

Loi du 19 Décembre 1917 relative aux

établissements dangereux, insalubres ou incommodes

N.B. La délivrance de ce récépissé ne dispense pas l'intéressé des formalités imposées par les règlements sur l'urbanisme et le permis de construire.

21 NOVEMBRE 1974

A la date du

INSEE : 699 59 090 1001

M La S.A. Paul DESBONNETS

RC 62 B 10

demeurant à XXXXXX siège social : 62, Route Nationale à BONDUES

a effectué conformément aux dispositions de la loi du 19 Décembre 1917, la déclaration d'installation, à cette adresse :

- d'un réservoir enterré à double paroi de 30.000 litres de gas-oil,
- d'un réservoir aérien de 30.000 litres de fuel lourd
- d'un réservoir enfoui compartimenté de 25.000 litres de fuel oil domestique et de 5.000 litres d'essence.

Il a été déposé à l'appui de cette déclaration les documents dont la production est prescrite par l'article 22 du décret du 1er Avril 1964.

Le déclarant devra se conformer strictement aux prescriptions générales ci-annexées. A défaut par lui d'ouvrir son établissement dans le délai de trois ans, une nouvelle déclaration sera exigée.

24 FEVRIER 1975

Lille, le

Pour le Préfet,
Le Chef de Bureau Délégué,

255 3° - 254 A 2° c
Circulaire ministérielle du 17 Juillet 1973

E. CARPENTIER

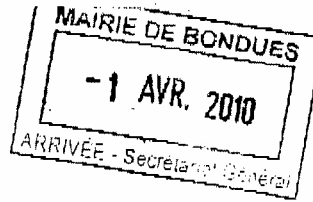
Ce récépissé annule et remplace le récépissé n° 3.8760 délivré le 25 Juillet 1967.

La mise en fonctionnement, la cessation d'activité, la reprise par un autre exploitant doivent être signalées au Préfet dans les 30 jours, au moyen de l'imprimé joint au récépissé.

DEPARTEMENT DU NORD

MAIRIE DE BONDUES

BP 80 001-59587 BONDUES CEDEX



N° 2010 - 10

Affaires Juridiques

Arrêté de péril

Nous, Maire de la commune de BONDUES

Vu le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L. 2212-1, L. 2212-2 et L. 2213-24

Vu les articles L. 511-1, L. 511-2, L. 511-4 et L. 511-5 du Code de la construction et de l'habitation ;

Vu ma lettre en date du 23 mars 2010 adressée à Monsieur Philippe Desbonnets représentant l'indivision Frères demeurant 3 rue César Loridan prescrivant :

-la mise en place d'un dispositif destiné à réduire les risques de pénétration sur le site

-la production d'un rapport d'expertise mentionnant l'état général du bâtiment et précisant si la stabilité des bâtiments concernés par le sinistre est compromise.

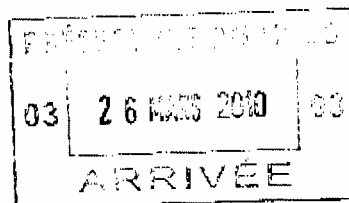
Considérant que le bâtiment sis à Bondues 971 avenue du Général de Gaulle sur des terrains cadastré section BM n° 43 et 44 appartenant à l'Indivision Desbonnets Frères représentée par Monsieur Louis Desbonnets demeurant 3 rue César Loridan à Bondues, présente un état de ruine important du fait de l'incendie qui s'est produit dans la nuit du 19 au 20 mars 2010 vers 23h .

Considérant que ce sinistre a eu pour conséquence de fragiliser sa structure et d'être à l'origine de chute de matériaux.

Considérant qu'il constitue aujourd'hui un danger pour la sécurité publique.

Considérant que la présence de produits amiantés nécessite la mise en œuvre de précautions particulières pour des raisons de santé publique.

Considérant qu'il importe de faire cesser ce péril dans l'intérêt de la santé publique et d'ordonner la mise en sécurité, puis les réparations ou la démolition des immeubles en cause.



ARRETONS

Article premier : Monsieur Louis Desbonnets représentant l'indivision Desbonnets Frères demeurant à Bondues 3 rue César Loridan, propriétaire de l'édifice sis à Bondues 971 avenue du Général de Gaulle, est mis en demeure de mettre fin au péril résultant de l'état dangereux de divers éléments de toiture, charpente, façade en faisant procéder aux travaux de réparation ou démolition utiles à faire cesser le péril. Ces travaux devront intervenir dans un délai de 30 jours à compter de la notification du présent arrêté.

Article 2 : Un délai de 2 jours à compter de la notification du présent arrêté est accordé aux propriétaires pour assurer la mise en sécurité des bâtiments sinistrés et de leurs abords. Les travaux consisteront à clore hermétiquement les bâtiments sinistrés et à installer une clôture d'une hauteur d'au moins 2 mètres sur les limites périphériques du terrain d'assiette du bâtiment de 8000m² sinistré en prévention d'éventuel effondrement ou chutes de matériaux. Il conviendra en outre de purger les éléments de façade et de toiture présentant un caractère dangereux et d'éliminer les matériaux jonchant les abords des bâtiments.

Article 3 : Monsieur Louis Desbonnets, propriétaire, pourra, s'il entend contester le péril défini ci-dessus à l'article premier, désigner un expert de son choix pour que celui-ci se transporte sur les lieux de l'immeuble en cause et procède, contradictoirement avec le représentant de la Ville de Bondues à l'examen de l'état de l'édifice et en dresse un rapport.

Article 4 : Dans le cas où Monsieur Louis Desbonnets propriétaire, ne désignerait pas d'expert, il sera procédé à l'étude de l'état de l'édifice par le seul expert désigné par le Président du Tribunal d'Instance de Lille.

Article 5 : Le présent arrêté sera notifié à Monsieur Louis Desbonnets propriétaire, par un agent de la Police Municipale assermenté qui dressera le procès-verbal de la notification.

Article 6 : Une ampliation sera transmise à Monsieur le Préfet, Monsieur le Commissaire de Police, Monsieur le Directeur Général des Services de la mairie de Bondues et Monsieur le Directeur du SDIS qui sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'application du présent arrêté.

Fait à Bondues, le 24 mars 2010



Le Maire de Bondues
Patrick Delebarre

